

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 7 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Tour de valse...
- 2) L'immobilité
- 3) Candidature inutile
- 4) Elle fait barrage
- 5) La continuité au gouvernement
- 6) JLM perce tout doucement
- 7) Est-il vraiment de gauche...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Valls le diviseur se pose en grand conciliateur



Manuel Valls a annoncé sa démission de Matignon et sa candidature à la primaire socialiste. L'ancien « M. 5 % » de la primaire de 2011, qui a théorisé les « deux gauches irréconciliables », joue désormais le grand rassembleur.

Manuel Valls n'est pas arrivé mais le fond d'écran est déjà prêt. Devant un grand panneau orange, une centaine de personnes font le pied de grue, bien sages, depuis quarante minutes. « Des gens d'Évry, des associations, un peu de tout », dit une dame à l'accueil. Très peu d'élus nationaux. Dans la grande salle de la mairie d'Évry, lundi, Manuel Valls est venu comme prévu annoncer sa démission de Matignon et sa candidature à la présidentielle dans le cadre de la primaire du PS. Le slogan de campagne est dévoilé. « Faire gagner tout ce qui nous rassemble. » Qu'on se le dise : après avoir été le grand diviseur, Manuel Valls se pose effrontément en unificateur de la gauche.

À 18h30 précises, le voilà qui arrive sous les applaudissements. Très vite, il confirme : « Alors oui, je suis candidat à la présidence de la République. » L'encore premier ministre annonce sa démission pour ce mardi. « Je quitterai mes fonctions dès demain car je veux en pleine liberté proposer aux Français un chemin. »

La déclaration de candidature de Manuel Valls à Évry. © LCP

<https://youtu.be/DbfrTLswZR4>

En fait de chemin balisé, il s'agit à ce stade de grandes trouées pas vraiment défrichées. Manuel Valls rêve d'une France « forte, inflexible dans ses valeurs ». Dans un monde dont il décrit les crises, il met en avant son « expérience » de premier ministre : « Une expérience forte, elle ne s'invente pas, elle ne s'improvise pas. » Il tance François Fillon et « la droite, son programme, avec ses vieilles recettes des années 80 ».

Mais dans un PS déchiré et une gauche explosée, il se pose surtout en grand pacificateur. « Je constate la division à gauche, mais jusqu'à quand allons-nous subir ce spectacle ? Il y a une exigence de rassemblement et au fond de nous, je

sais qu'il y a une envie de se retrouver. » S'ensuit un tout petit mea culpa : « Moi-même, j'ai pu avoir des mots durs, susciter des débats, des incompréhensions, mais c'est la gauche ! [...] La division est toujours une affaire qui se fabrique à plusieurs, l'unité aussi. Chacun devra faire un effort. Moi... moi le premier. » On croirait entendre saint Manuel qui absout les péchés, les siens, et ceux des autres. « Ma candidature, dit-il, est celle de la conciliation. Celle de la réconciliation. » Tant pis si début 2016, à quelques kilomètres de là, le même théorisait exactement le contraire, soit « deux gauches irréconciliables ».

Sitôt l'annonce faite, ses soutiens relaient le message dans les médias. Énergie, autorité, expérience, stabilité, protection, rassemblement : voilà les mots-clés de la campagne Valls. Les « éléments de langage » ont été calés un peu plus tôt dans l'après-midi, au cours d'une réunion à Matignon. Ancien porte-parole du premier ministre Lionel Jospin, ex-directeur de la communication de la campagne François Hollande en 2012, Valls apporte un soin méticuleux à sa communication – épaulé par son vieil ami Stéphane Fouks, le patron de l'agence Havas (ex-Euro RSCG), jamais avare de conseils.

Toutes les ficelles de com' ne seront pas de trop. À quarante jours du premier tour de la primaire « citoyenne » de la « Belle Alliance populaire » (réduite au PS et à quelques satellites), le chemin qui s'ouvre devant Manuel Valls est tout sauf dégagé. « Manuel Valls candidat a proposé un discours d'opposant à sa propre politique », a réagi lundi soir son ancien collègue du gouvernement Arnaud Montebourg, lui aussi candidat aux primaires. « Ce n'est pas sérieux. Il se moque des gens », a twitté de son côté le député Pascal Cherki, proche de Benoît Hamon.

Malgré ses appels lyriques à l'« unité », le premier ministre appelé à Matignon en avril 2014 par François Hollande, après la raclée des municipales, fait en effet toujours figure de diviseur et de cogneur. Diviseur d'une majorité qu'il a brutalisée en utilisant par deux fois le 49-3 pour lui imposer les lois Macron et El Khomri. À l'Assemblée nationale, élus et collaborateurs gardent en tête les coups de pression et les passages en force de Valls et ses équipes. « Ce n'est pas parce qu'il nous sourit depuis trois jours qu'on a tout oublié », dit un collaborateur socialiste qui doute, « comme beaucoup », de pouvoir voter pour lui en 2017.



À Matignon, l'ancien « Monsieur 5 % » de la primaire socialiste en 2011 (5,67 % pour être précis), éternel minoritaire du PS qui a su se rendre indispensable à un François Hollande affaibli, a cultivé une image d'intransigeance sur la question de la laïcité. Il a dit soutenir la loi sur le voile à l'université ou l'initiative de maires, en majorité d'ultra droite, d'interdire le burkini sur les plages cet été – des dispositions dont il admet lui-même qu'elles vont au-delà de la loi de 1905. Ces dernières semaines, la façon dont il a travaillé au corps François Hollande pour l'encourager à se désister, lors de face-à-face décrits par son entourage comme des « mano a mano psychologiques », a contribué à renforcer une image de grand défouilleur.

Premier ministre des attentats, Manuel Valls a incarné une ligne autoritaire et dure, défendant sans état d'âme les prolongations de l'état d'urgence ou la déchéance de nationalité. À Évry, tout cela semble oublié.

« J'en ai assez de ces discours qui nous divisent ! » lance-t-il, avec une pensée pour les « musulmans » et ces propos qui stigmatisent « les réfugiés fuyant la guerre ». Gonflé pour celui qui, lors d'un déplacement officiel à Munich, avait critiqué la politique d'accueil des réfugiés d'Angela Merkel.

Lundi, certains de ses proches espéraient entendre des inflexions sur la ligne économique. Ce n'est pas encore patent. Il y a bien cette « mondialisation qui doit être mise au service des peuples », des allusions à la « pauvreté », aux «

oubliés », aux « précaires » et aux « humiliés de la vie », la promesse de baisser les impôts des classes moyennes, cette Europe à refonder. Mais à Évry, il n'a pas encore eu ce discours aux accents « protecteurs » que certains de ses soutiens aimeraient désormais le voir adopter pour être en mesure de réunir son camp.



Ces derniers mois, Manuel Valls a amorcé un recentrage sur les questions économiques et sociales, en plaidant par exemple pour une allocation unique destinée à remplacer la dizaine de minima sociaux existants. Au printemps 2014, il avait de la même façon su dénoncer les excès de la mondialisation et plaider en faveur du « patriotisme économique », quand il s'agissait d'amadouer Benoît Hamon et Arnaud Montebourg (lire notre article d'alors sur ce curieux ménage à trois). L'objectif commun était alors de pousser François Hollande à se débarrasser de Jean-Marc Ayrault, pour imposer une ligne combative sur l'austérité et l'Europe, face à l'Allemagne de Merkel. Valls fut nommé à Matignon. Trois mois plus tard, il démissionnait sans ménagement ses naïfs alliés, pour cause de divergences stratégiques sur les questions économique et européenne.

A minima, ce discours aura au moins permis à Manuel Valls de se distinguer d'Emmanuel Macron, son ancien ministre de l'économie, qui aimerait que les jeunes rêvent de devenir des « milliardaires ». « La réussite ne peut pas être que financière. (...) Elle se mesure à la lumière que

'on a dans les yeux, pas au compte en banque. » L'ancien maire d'Évry devrait présenter son équipe de campagne en fin de semaine. D'ici là, il téléphone tous azimuts pour « élargir », comme le disent ces soutiens. Ses très proches – les députés Carlos Da Silva, Philippe Doucet, Pascal Popelin, Malek Boutih ou le secrétaire d'État aux relations avec le Parlement Jean-Marie Le Guen, haï ou méprisé par de nombreux parlementaires pour ses méthodes brutales – n'inspirent guère confiance au sein du PS. « Il y a quelques pousse-au-crime autour de lui », admet le député de Paris Christophe Caresche.

Dans les prochains jours, le premier ministre va afficher ses prises de guerre. À l'Assemblée nationale, il pourra compter sur le soutien du patron du groupe socialiste, Bruno Le Roux, et sur un tiers des troupes – environ 90 députés, comme Daniel Vaillant, l'ancien ministre de l'intérieur de Lionel Jospin. Bien sûr, plusieurs ministres devraient le rejoindre. Et peut-être Nathalie Appéré et Johanna Rolland, les maires de Rennes et de Nantes, deux « hollandaises » pur jus. Ou encore Olivier Dussopt, porte-parole de Martine Aubry à la primaire de 2011, et dont Manuel Valls avait soutenu (en vain) une entrée au gouvernement lors de remaniements passés. Bon connaisseur des élus locaux, il devrait obtenir une place de choix dans la campagne. « Je ne renie rien de mes positions et convictions, dit le jeune député ardéchois. Mais je souhaite que notre famille se rassemble derrière le meilleur. Dans ce moment, il est le plus à même d'incarner la fonction, mais aussi de concilier solidarités et protections. »

Autre aubryste, le jeune président du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, Mathieu Klein, estime lui aussi que Valls « est le plus écouté par de nombreux électeurs de gauche, le plus à même de nous rassembler puis de se qualifier pour le second tour de la présidentielle ». Il dit avoir pris cette décision « en toute liberté et en toute connaissance de cause ». Une façon de marteler son autonomie par rapport à Martine Aubry. L'ancienne première secrétaire du PS verrait d'un bon œil une alternative aux candidatures de Valls et de Montebourg. Mathieu Klein balaie cette possibilité : « Le temps des candidatures contre, c'est terminé. » Le très vallsiste député Philippe Doucet n'y croit pas non plus. « D'accord, mais qui ? Qui est prêt à y aller ! Être prêt à sauter en parachute, c'est une chose. Ouvrir la porte de l'avion et sauter dans le vide, c'en est une autre. » Lundi, Martine Aubry a en tout cas envoyé une des petites « cartes

postales » dont elle a l'habitude, avertissant que son soutien à Valls n'était « pas évident ».

Pour réussir à s'imposer à la primaire en candidat naturel du PS – ce qu'il n'est pas du tout à ce stade –, Manuel Valls parie sur le légitimisme d'une grande partie du PS, la crainte (fondée) d'une gauche émiettée qui se fracasserait sur les échéances électorales à venir, et la peur du Front national dont il a une nouvelle fois martelé, comme il l'avait fait avant les départementales et les régionales de 2015, qu'il est « aux portes du pouvoir ».

« Ma candidature c'est aussi une révolte. Je suis révolté au fond de moi-même à l'idée que la gauche soit disqualifiée de la présidentielle », a-t-il dit à Évry. « Je ne veux pas que la France revive ce traumatisme d'une extrême droite au second tour de la présidentielle. » Depuis son accession à Matignon, Manuel Valls aime à se concevoir comme un rempart face au Front national. Le parti d'extrême droite n'a pourtant jamais été aussi en forme dans les urnes.

mediapart.fr

II) A part Cazeneuve, ce qui change au gouvernement

Après la démission de Manuel Valls, la nomination de Bernard Cazeneuve au poste de Premier ministre, deux autres retouches ont été effectuées au sein du gouvernement: André Vallini, nouveau secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, et Jean-Marie Le Guen, au Développement et à la Francophonie.

François Hollande a nommé ce mardi 6 Bruno Le Roux à l'Intérieur, effectuant deux autres retouches dans un gouvernement pour le reste inchangé, avec un échange de portefeuilles entre André Vallini, nouveau secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, et Jean-Marie Le Guen, au Développement et à la Francophonie.

Ces nominations ont été rendues publiques près d'une heure après celle de Bernard Cazeneuve à Matignon, où il succède à Manuel Valls pour les cinq derniers mois du quinquennat.



André Vallini est le nouveau secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement.
©Fourcade Fernand/Sipa

"L'objectif était d'avoir un gouvernement rapidement opérationnel, avec des hommes et des femmes d'expérience, la plupart restant à leur poste", a souligné un proche du chef de l'Etat, insistant sur la "forte cohésion, la forte cohérence" de la nouvelle équipe.

Ses "priorités", ajoute-t-on, seront "la lutte contre le terrorisme, la sécurité, la baisse du chômage, la défense des intérêts de la France dans le monde et en Europe".

Jusqu'ici chef de file des députés socialistes, Bruno Le Roux est "un élu extrêmement expérimenté, connaissant très bien les questions de sécurité sur lesquelles il a travaillé tout au long de sa carrière", toujours selon l'entourage de François Hollande qui relève qu'il est "évidemment aussi proche du président de la République et du Premier ministre".

Le choix du secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, poursuit-on de même source, est "traditionnellement" laissé au Premier ministre et s'est donc porté, "en accord avec le président de la République", sur André Vallini, dont on relève qu'il a "déjà occupé deux postes ministériels" -Réforme territoriale, Développement- et qu'il s'agit "d'un parlementaire extrêmement expérimenté".

Celui-ci échange donc son portefeuille avec Jean-Marie Le Guen, proche de Manuel Valls, nommé en raison de sa connaissance du "développement et de la francophonie à travers son expérience des questions de santé et de parlementaire", ajoute-t-on encore.



LAPRESSEENREVUE.EU

III) Voici pourquoi la candidature de Manuel Valls est inutile

Oublié le Premier ministre, Valls est d'abord un "winner", un super manager, "cost-killer" des temps modernes. C'est une machine de guerre économique, qui se trompe de combat.



Vincent Kessler / Reuters
Manuel Valls, le candidat inutile? (illustration)

Dans le long "story telling" et le "personal branding" qu'il a mis en place depuis ses jeunes années auprès de Michel Rocard puis de Lionel Jospin, Manuel Valls, c'est le Tony Blair français: il a voulu rénover le PS de fonds en comble, en proposant même d'inventer un nouveau nom de parti, sans "socialiste", il s'affirme néo-libéral (lire social-libéral), autoritaire, courtise le patronat et fustige les derniers vestiges idéologiques de la gauche socialiste et progressiste. Son credo: l'action, son objectif: la croissance. Son seul juge: les résultats.

Oublié le Premier ministre, Valls est d'abord un "winner", un super manager, "cost-killer" des temps modernes. C'est une machine de guerre économique, qui se trompe de combat.

Croyant, comme son modèle anglo-saxon, en la vertu des marchés pour créer la croissance, il en oublie le but premier du socialiste de lutte contre les inégalités et pour la justice sociale.

Il met en scène sa lutte héroïque contre le Front national, qui ne gagne en puissance que par la perte de la base populaire du PS au profit des extrêmes politiques. Enfin, à l'issue des tragiques attentats de janvier puis de novembre 2015, au lieu de protéger la liberté d'expression, il instaure un "patriot act" à la française qui réduit les libertés au nom de la sécurité des populations civiles.

Quand Blair invente le "new labour" il y a 20 ans, c'est avant d'accéder au pouvoir, profitant d'un contexte économique favorable, dans une Monarchie de classes ou l'État et les modèles de redistribution sociale font cruellement défaut. Il est alors facile pour le New Labour de tempérer une politique libérale et conservatrice par quelques mesures sociales à minima.

L'idée même d'un Blairisme à la française est une aberration et une erreur fatale pour le PS, qui est contraint d'accepter cette marche forcée malgré la tentative désespérée des frondeurs de faire revenir l'exécutif à la raison. Certains responsables socialistes ont appelé à plus d'audace et d'inventivité suite à la défaite électorale attendue. Le choix de continuer dans plus d'autorité et plus de dérégularisation d'inspiration libérale prouve que ces appels n'ont pas été entendus.

La troisième voie promise par le Blairisme a été un échec national qui a néanmoins instauré la social-démocratie en solution européenne valant de programme pour tous. Cette troisième voie, devenue la seule voie possible des élites dirigeantes, est surtout le fossoyeur des idées socialistes en Europe et empêche la pensée créative. Alors que les inégalités ne cessent d'augmenter, alors que la finance casino reste hors de contrôle, rien ne vient remettre en cause le modèle libéral et productiviste de marché pourtant destructeur d'emplois, de lien social et véritable catastrophe sanitaire. Le social libéralisme n'est dans les faits qu'un renoncement, une victoire totale des conservatismes déguisée en progrès nécessaire des idées et des sociétés.

"Les différences entre la droite et la gauche sont obsolètes" assuraient Tony Blair et Anthony Giddens dans leur manifeste, tout comme Fukuyama, l'histoire leur donne tort et le jeu politique entre droite et gauche s'en trouve décalé sur les extrêmes, dans une course populiste aux souffrances des exclus de tout bord où le mensonge tient lieu de programme électoral.

François Hollande avait un mandat de cinq ans pour 'le changement', il n'a fait que continuer de creuser un peu plus le sillon dans lequel les sociétés démocratiques européennes s'enlisent, au mépris du bien-être des populations et de l'intelligence d'une nouvelle pensée économique, qui enterre le culte de la croissance, le productivisme aveugle et le 'travailler plus pour rien'.

La candidature à la primaire du PS de Manuel Valls est inutile autant qu'anachronique. Tout comme Macron, il est le tenant du 'ni droite ni gauche' de Blair et Giddens, tout comme lui, les solutions technocratiques qu'il a à proposer sont datées et peu lisibles dans un monde au bord de la faillite.

Dans le mercato des dirigeants européens, seule Angela Merkel reste en place et se représente avec une légitimité et une chance de victoire en 2017. Si tel est le cas, la crise de la dette sera le tombeau de l'euro: rien n'a été fait pour alléger le poids de la dette sur l'économie grecque et l'Italie est la prochaine grande nation européenne à tomber malade. Plus que jamais, l'Euro est prisonnier de la doxa allemande de stabilité alors que la promesse sociale libérale des dernières années avait joué en faveur de l'assouplissement des règles pour une relance par l'investissement.

À quoi va bien pouvoir servir Manuel Valls, défenseur d'un bilan quinquennal mitigé? En matière sécuritaire, il sera distancé par François Fillon sur les questions régaliennes, et sur son programme libéral, par Emmanuel Macron sur l'économie numérique. C'est pourtant son moment, le voilà candidat à la primaire de la gauche, une drôle de primaire où lui seul a bien sa place, mais sans Macron, le jeu sera inutile. Il a le rôle difficile de fermer la boutique PS, son rêve inavoué depuis des années, et la possibilité de créer dans la foulée des législatives un nouveau parti, ou enfin le mot "socialiste" n'aura plus sa place.

Et c'est bien tout le problème, Valls candidat, c'est l'assurance que rien ne va changer. Son bilan est lourd entre le 49,3, les lois liberticides et l'inaction pour les plus défavorisés. La loi égalité et citoyenneté, lancée seulement cette année après 4 années au pouvoir, tandis que depuis 2012 les quartiers et la jeunesse étaient une priorité absolue ou du moins affichée du gouvernement socialiste. La pauvreté explose, on attend toujours une réponse sur la mort d'Adama Traoré à la suite de violences policières, et la gestion au long cours du François Hollande et Manuel Valls a assuré une montée constante du FN et des populismes réactionnaires d'élections en élections.

Peut importe le jeu des egos, Montebourg, Hamon, Macron, Valls. Oh Eh la gauche, vous êtes vraiment loin des réalités et des urgences politiques de ce pays! Il aura fallu un Brexit, une victoire de Trump, un Président démissionnaire et un Premier ministre italien viré par referendum pour arriver à une candidature d'un homme

politique que sa famille, en grande partie, ne veut plus voir. Malgré les signaux alarmants, Manuel Valls continue de croire aux jeux d'appareil d'un parti brisé, et semble bien mal placé pour incarner les espoirs de la gauche en 2017.

Alexis Poulin Expert en politiques européennes

huffingtonpost.fr

IV) Comment Aubry tente de faire barrage à Valls



Martine Aubry et Manuel Valls, le 9 octobre 2014, à Lille. (FRANCOIS LO PRESTI / AFP)

La maire de Lille cherche à faire émerger une candidature à la primaire de la gauche afin de contrecarrer les plans de l'ancien Premier ministre.

Non. Vraiment. Martine Aubry ne croit pas en la capacité de Manuel Valls à rassembler la gauche. Elle l'a dit elle-même ce lundi devant les caméras, avant même que le Premier ministre démissionnaire n'annonce depuis la mairie d'Evry sa candidature à la présidence de la République...

Chez les socialistes, au-delà de l'aile gauche qui lui est hostile, Martine Aubry est loin d'être la seule à ne pas vouer une confiance aveugle à l'ex-Premier ministre de François Hollande. Au gouvernement, plusieurs ministres hollandais n'ont pas encore dit s'ils soutenaient Manuel Valls dans la primaire à venir. On pense à Najat Vallaud-Belkacem, dont "l'identité politique" est différente, à Ségolène Royal, qui s'écharpe régulièrement avec lui, à Jean-Marc Ayrault, que

Valls a contribué à chasser de Matignon en mars 2014 ou encore à Stéphane Le Foll, qui n'a pas digéré les récents coups de pression de Valls contre Hollande et qui a pour l'heure refusé de lui apporter son soutien.

Pas de candidat sérieux à l'horizon

Au PS, depuis le renoncement du président, certains rêvent même d'une nouvelle candidature à la primaire pour contrecarrer les plans de Manuel Valls. Et à ce jeu, Martine Aubry est clairement la plus active. La maire de Lille a en effet téléphoné plusieurs fois à Marisol Touraine pour lui dire qu'elle la soutiendrait si elle décidait d'être candidate à la primaire de la gauche. Dubitative sur l'issue de ce qui apparaîtrait comme une candidature anti-Valls, la ministre des Affaires sociales l'a remerciée mais n'envisage pas de se lancer dans cette bataille-là.

Le 26 novembre, dix jours avant la décision du présidente de la République, au cours de la réunion du "Carrefour des gauches" organisée par ses amis à Bondy, la maire de Lille avait appelé à une "candidature des idées et des valeurs", en présence d'Anne Hidalgo, Claude Bartolone et Christiane Taubira, très attendue. Ce jour-là, l'ancienne ministre de la Justice dont beaucoup souhaitent la candidature, s'était contentée d'appeler à "redonner au pays le goût des gauches".

Elle n'en a depuis pas dit davantage sur ses intentions. Tandis qu'approche le 15 décembre, date limite du dépôt des candidatures à la primaire de la gauche qui se tiendra les 22 et 29 janvier prochains. A ce stade, Martine Aubry n'a toujours pas trouvé de candidat conforme à son idée du socialisme...



Photos : GUILLAUME SOUVANT/AFP



Interview à "Sud-Ouest", le 14 juin 2009. Montage Obs - Photos : GUILLAUME SOUVANT/AFP



tempsreel.nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Nouveau gouvernement : le changement dans la continuité

Par Jean-Christophe Chanut



Bruno Le Roux, jusqu'ici président du groupe PS à l'Assemblée Nationale, devient ministre de l'Intérieur en remplacement de Bernard Cazeneuve nommé Premier ministre. (Crédits : © Charles Platiau /

François Hollande n'a pas profité du remaniement pour régler des comptes avec les proches de Manuel Valls qui restent au gouvernement.

Pas de révolution gouvernementale ! La démission de Manuel Valls ce mardi matin 6 décembre de son poste de Premier ministre n'a pas entraîné un "règlement de compte général". François Hollande a plutôt choisi la continuité et n'a pas profité de la nomination de Bernard Cazeneuve à Matignon pour sortir du gouvernement les ministres les plus vallsistes.

Le Guen perd les relations avec le Parlement

Ainsi, quasiment tous les ministres déjà en place gardent leur portefeuille. A l'exception, cependant, de Jean-Marie Le Guen, justement très proche de Manuel Valls, qui était jusqu'ici secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement. Il change de poste pour occuper désormais celui de Secrétaire d'Etat au Développement de la Francophonie à la place d'André Vallini qui, lui, récupère les relations avec le parlement. Bien entendu, pour Jean-Marie Le Guen, ce n'est pas vraiment une promotion... Mais ce fidèle de Valls n'avait pas franchement brillé par ses dons de diplomate durant la crise de la loi Travail face députés fondateurs socialiste, préférant parfois un peu trop l'intimidation au dialogue.

Autre fidèle de l'ex-premier ministre Manuel Valls, le garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas reste en revanche à la Chancellerie. François Hollande n'a pas voulu donné l'impression qu'il réglait ses comptes...

Pour remplacer Bernard Cazeneuve au ministère de l'Intérieur, le choix s'est fait sur Bruno Le Roux, député de la Seine-Saint-Denis et surtout président du groupe PS à l'Assemblée Nationale. Un homme de confiance qui fût l'un des porte-paroles de François Hollande durant la campagne de 2012. Cela fait des années que Bruno Le Roux demandait à entrer au gouvernement. L'homme n'a pas très bien vécu d'avoir à gérer la crise interne avec les frondeurs socialistes à l'occasion des projet de loi Macron et Travail, quand le gouvernement avait dégagné le 49-3.

Expédier les affaires courantes

En tout état de cause, ce nouveau gouvernement va être réduit à gérer les affaires courantes. En raison de la campagne présidentielle, la session parlementaire sera suspendue dès le mois de

février. Et ce n'est pas maintenant que de grands projets de loi vont être déposés aux Parlement...

Pour la petite histoire, avec ce remaniement et son arrivée à Matignon, Bernard Cazeneuve devrait être le Premier ministre au mandant le plus court de la Ve République. Il devrait rester en poste cinq mois. Jusqu'ici, c'était Edith Cresson qui détenait ce record (323 jours entre mai 1991 et avril 1992.).



VI) Présidentielle. Le « trou de souris » s'élargit pour Jean-Luc Mélenchon, selon le PG

Julia Hamlaoui



Photo : Thomas Samson/AFP

A l'issue de leur conseil national du week-end, Eric Coquerel et Danielle Simonnet, co-coordonateurs du Parti de gauche, ont tenu une conférence de presse lundi.

Soutien de la première heure de Jean-Luc Mélenchon, le Parti de gauche croit fermement aux chances du candidat issu de ses rangs et a voulu le faire savoir, hier, à l'occasion d'une conférence de presse organisée à l'issue de son Conseil national de ce week-end. « La situation que nous vivons confirme que le trou de souris, que dès le mois de janvier nous diagnostiquions, s'élargit. La qualification de Jean-Luc Mélenchon au deuxième tour est aujourd'hui dans les scénarios possibles », a déclaré Eric Coquerel, le

co-coordonateur du PG, évoquant « l'échec historique » de la « troisième voie » sociale-libérale (de Hillary Clinton face à Donald Trump, au renoncement à se présenter de François Hollande, en passant par le référendum perdu par Matteo Renzi en Italie). « Ils ne sont plus aujourd'hui le vote utile qui peut marcher, au nom de la lutte contre l'extrême droite ou contre une droite réactionnaire, comme pour Hollande en 2012 », ajoute-t-il d'autant plus confiant que le paysage à droite lui apparaît aussi « morcelé ». Plus encore, Danielle Simonnet, l'autre co-coordinatrice du PG, se réjouit de la décision de Jean-Luc Mélenchon de ne pas participer à la primaire du PS, après les nouveaux appels à s'y joindre de Jean-Christophe Cambadélis ce week-end : « Le spectacle des primaires va se transformer en petit congrès du Parti socialiste. Quelle que soit son issue, le candidat sera comptable du bilan du quinquennat », estime-t-elle.

Quant aux relations avec les autres formations (PCF et Ensemble) qui ont récemment décidé de soutenir le candidat de la France insoumise (FI), le PG réitère le message qu'il a envoyé au lendemain du vote du Parti communiste fin novembre : « Personne ne peut les empêcher de faire une campagne autonome, mais il y a matière à faire une campagne commune à la présidentielle et aux législatives notamment à travers la charte de France insoumise, les Assemblées de circonscriptions et à travers, évidemment, un candidat et un programme commun. On espère qu'un maximum de ces militants, si ce n'est les partis en tant que tels, viendront dans cette campagne sur des bases qui respectent ce qu'est France insoumise aujourd'hui », explique Eric Coquerel. Si le PG souhaite qu'à l'issue de la campagne FI devienne une force pérenne dans laquelle il pourrait s'intégrer (il y participe aujourd'hui en tant que parti politique), cela ne doit pas, à ses yeux, freiner les soutiens : « Pendant toute la période électorale, la France insoumise est le cadre de campagne commun. Que nous, Parti de gauche, souhaitons réfléchir à un dépassement de notre propre parti dans un mouvement plus vaste, on ne s'en est jamais caché.

Mais en aucun cas la participation de partis ou de groupements politiques dans la campagne de la France insoumise ne présuppose ni leur propre dissolution ni le fait qu'ils doivent se projeter dans cet avenir commun que nous nous souhaitons », avance Danielle Simonnet.

VII) Montebourg et Aubry se demandent si Valls est bien "de gauche" Bruno Vincens



Arnaud Montebourg et Martine Aubry © Montage Le Lab via AFP



Etienne Baldit
etienne.baldit@europe1.fr

LA GAUCHE DE DROITE - Manuel Valls est certes candidat à la primaire organisée par de la Belle Alliance Populaire en vue de 2017, mais est-il seulement de gauche ? Certains de ses adversaires en doutent. Identifié depuis des années comme représentant de "l'aile droite" du Parti socialiste, le futur ex-Premier ministre du second Président socialiste de la Ve République affiche la volonté de "rassembler" et "réconcilier" sa famille politique. Un labour qui s'annonce intense pour le théoricien des "deux gauches irréconciliables", une expression que lui renvoient aujourd'hui sans ménagement Arnaud Montebourg ou Martine Aubry.

Le premier est lui aussi candidat à la primaire. L'ex-ministre de l'Économie et du Redressement productif, interrogé après l'annonce de candidature de Manuel Valls lundi 5 décembre, a d'abord appuyé sur les propos du chef du gouvernement qui avaient divisé à gauche. "Ce qu'on peut lui reprocher, à Manuel Valls, c'est d'avoir théorisé les gauches irréconciliables. C'est très difficile pour le théoricien des gauches irréconciliables de rassembler l'ensemble des gauches", a-t-il attaqué. Puis, à la question de savoir si le cinquième homme de la primaire du PS en 2011 était "de gauche", il n'a pas répondu par l'affirmative :

Je ne sais pas, il fait partie d'une famille politique qui est la mienne. Il a un certain nombre d'éléments à son actif, biographiques, qui montrent qu'il n'était pas toujours dans la tradition politique que je représente, mais, après tout, je ne donne aucune leçon à personne de ce que doit être la gauche.

Comprendre : s'il est de gauche, ce n'est en tout cas pas tout à fait la même.

Même angle d'attaque en plus prononcé pour Martine Aubry, un niveau au-dessus. La maire de Lille, qui a répété qu'elle ne serait pour sa part pas candidate à cette primaire, a déclaré qu'elle soutiendrait "un candidat qui représente le cœur des valeurs du Parti socialiste" et qu'il n'était "pas évident" que celui-ci soit Manuel Valls. Et d'ajouter, **comme le souligne Le Figaro** ce mardi :

Il n'y a pas deux gauches. Et s'il y a deux gauches, c'est qu'il y en a une qui est devenue de droite.

Ne faisant a priori pas référence ici à son cas personnel, cette dernière flèche est forcément destinée à celui qui fut qualifié de "Sarkozy de gauche".

Aucun des autres candidats socialistes à la primaire - Benoît Hamon, Marie-Noëlle Lienemann, Gérard Filoche - ne pense que Manuel Valls soit à même de "rassembler" le PS sur son nom et ses idées en vue de 2017. Et si les "deux gauches" étaient bel et bien "irréconciliables" ? Ce *débat* en rappelle en tout cas un autre, lorsqu'il y a quelques mois tout le Parti socialiste ou presque se demandait si Emmanuel Macron était des leurs.

lelab.europe1.fr

MAIS AUSSI :

Valls crédité de 10% selon un sondage, Fillon devant Le Pen



PARIS (Reuters) - Manuel Valls est crédité de 10% des intentions de vote en vue du premier tour de la présidentielle de 2017, selon un sondage Ifop-Fiducial paru mardi, qui place par ailleurs François Fillon devant Marine Le Pen dans toutes les hypothèses.

Selon cette enquête réalisée avant l'annonce de la candidature de Manuel Valls pour Paris Match, iTELE et Sud Radio, le futur ex-Premier ministre réalise un meilleur score qu'Arnaud Montebourg (6%) et Benoît Hamon (4%), eux aussi en lice pour la primaire à gauche.

Mais l'ex-maire d'Evry, Premier ministre de François Hollande pendant un peu plus de deux ans et demi, ne figure qu'en cinquième position, derrière François Fillon (27,5%) et Marine Le Pen (24%), mais aussi Jean-Luc Mélenchon (12,5%) et Emmanuel Macron (13,5%).

Avec 16% des intentions de vote, l'ancien ministre de l'Economie réaliserait un meilleur score face à Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, généralement considérés comme plus à gauche que Manuel Valls.

Dans le cadre d'un deuxième tour Fillon-Le Pen, le vainqueur de la primaire de la droite l'emporterait avec 65% des voix, contre 35% pour la présidente du Front national.

Emmanuel Macron sortirait également vainqueur d'un éventuel second tour face à Marine Le Pen, avec un score de 62%.

Cette étude dont les résultats, rappelle l'Ifop, ne peuvent "en aucun cas" constituer un élément prédictif des résultats le jour du vote a été menée en ligne en deux temps, du 28 au 30 novembre puis les 2 et 3 décembre, auprès de deux échantillons, l'un de 1.882 personnes inscrites sur les listes électorales, l'autre de 1.401 personnes.

(Simon Carraud, édité par Henri-Pierre André)

 **REUTERS FRANCE**

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com